

Suppressions de services et d'emplois : Le match n'est pas fini !

Depuis qu'elle a annoncé son plan de destruction massive de services et d'emplois dans les Landes, la direction pense que sa « stratégie de communication » est suffisante pour calmer les inquiétudes des agent.es et des élu.es. Elle pense surtout pouvoir « acheter » les personnels qui vont devoir changer de lieu et de nature de travail en leur faisant miroiter des primes de réforme et un « accompagnement paternaliste ».

Côté élu.es, elle leur ment en disant que les points de contact vont augmenter puisque les contribuables ne trouveront que du « service public virtuel » hors de Dax, Morcenx et Mont de Marsan.

Réagir à une attaque frontale et globale inédite !

En y réfléchissant bien, il est facile de comprendre que chaque agent sera concerné prochainement par un chamboulement de sa vie professionnelle et personnelle :

La géographie revisitée se cumule avec d'autres réorganisations et va se traduire par :

- ✓ La fermeture de toutes les trésoreries,
- ✓ L'absence d'agent.es des Finances Publiques dans les MFS,
- ✓ Le démantèlement des services de Morcenx (avec en plus l'incertitude pesant sur la mise en place du SAR annoncé...),
- ✓ La mise en place « d'usines SPL » aux tâches répétitives et en sous-effectif,
- ✓ Le non remplacement prévisible des départs en retraite des comptables chargés du conseil aux collectivités,
- ✓ Le transfert de missions vers Mont de Marsan (après le SPF, le Foncier...),
- ✓ La mise sous tutelle de la DDFiP par le préfet (mise en place des SGC, secrétariats généraux communs dans les préfectures),
- ✓ La poursuite des suppressions d'emplois dans tous les services,
- ✓ Le « zéro cash » et la privatisation du paiement des impôts et taxes (buralistes, La Poste, Prélèvement à la source...),
- ✓ Le siphonnage des missions et des agent.es des SIP (recréation d'un CDIF de 30 emplois, suppression de la TH, obligation de téléphoner aux centres de contacts, obligation de prendre rendez-vous pour l'accueil...),
- ✓ La poursuite de la baisse du rendement du contrôle fiscal (les algorithmes ne remplacent pas les agent.es...),
- ✓ L'affectation au département qui donne tout pouvoir au directeur en matière de RH, la « mobilité forcée » à la tête du client,



Et comme ça ne suffit pas aux yeux du gouvernement, il refuse d'augmenter nos salaires et prépare une nouvelle régression de notre système de retraites !

Avec l'intersyndicale de la DDFiP des Landes, Solidaires prépare une rentrée combative :

- Reprise de contact avec toutes les mairies du département pour les mobiliser à nos côtés,
- Nouvelle demande d'audience chez le préfet pour faire avancer nos revendications,
- Confection d'un dossier de presse pour alerter les contribuables,
- Tournée des trésoreries dès le 3 septembre,
- HMI les 9, 10 et 11 septembre sur Mont-de-Marsan, Dax et Morcenx,
- Boycott des réunions « simulacres de dialogue social » avec la direction,
- Action militante le 12 septembre pour rendre visible notre opposition à la réforme,
- **GREVE LE 16 SEPTEMBRE AVEC ACTION SURPRISE SUR UNE TRESORERIE !**
- Poursuite de la mobilisation tant qu'il le faudra !

Le 3 septembre 2019